

THÈME 1 : CROISSANCE ,
FLUCTUATIONS ET CRISES
CHAPITRE 2 : POURQUOI LA
CROISSANCE EST-ELLE INSTABLE ?

I° Le croissance est irrégulière :

Il s'agit d'identifier les fluctuations, les irrégularités de la croissance

- Intro : la croissance est un processus auto entretenu (théorie de la croissance endogène) mais non harmonieux c'est-à-dire fluctuant ...rappel le processus de destruction créatrice

A° Crise, dépression, récession

1° Les fluctuations de la croissance effective ...

DOC 1 : Les fluctuations de la croissance économique depuis la seconde guerre mondiale

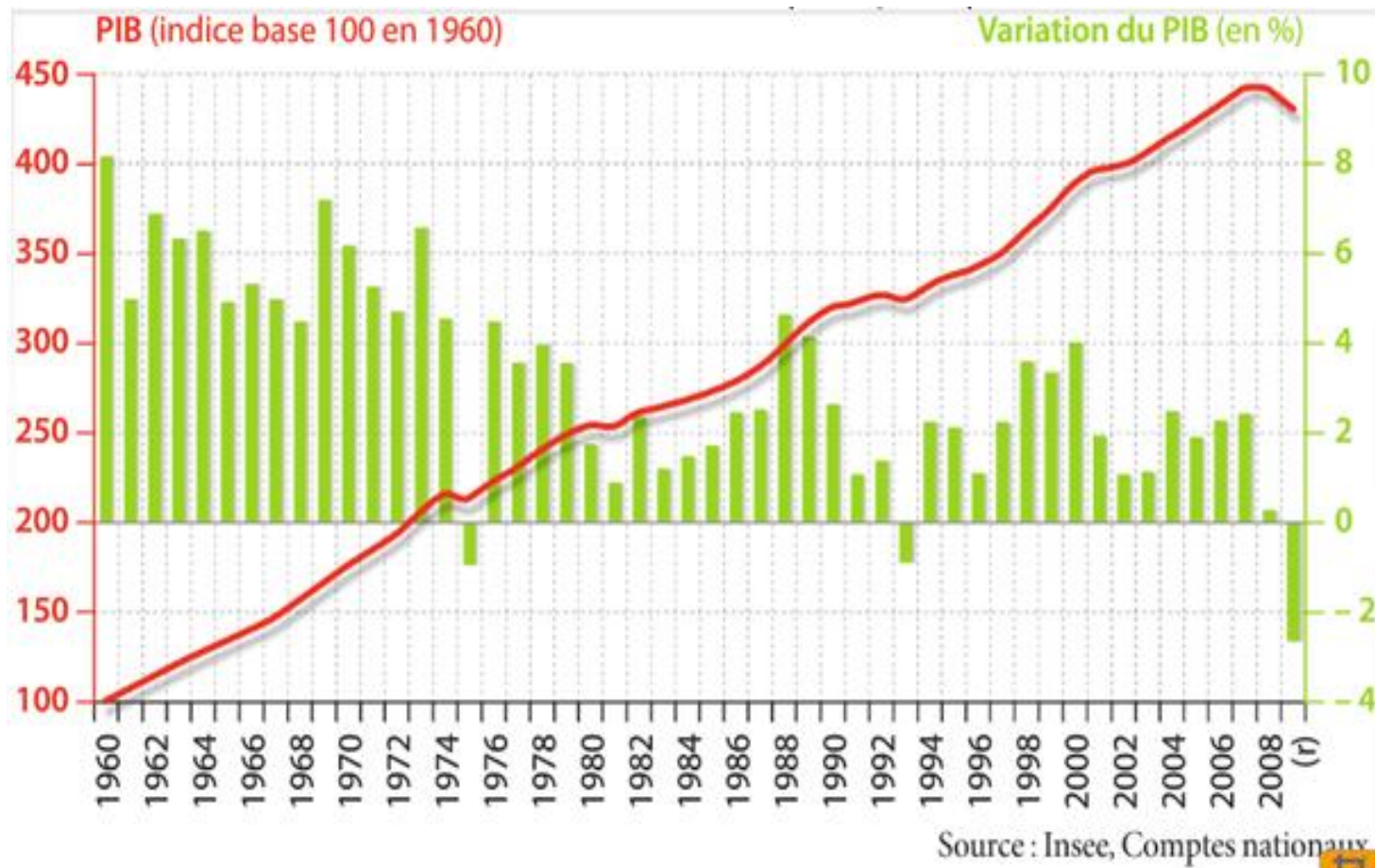
Au sortir de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre une période de forte croissance économique au sein des pays de l'OCDE, d'autant plus exemplaire qu'elle succède à la crise des années 1930 et qu'elle affecte l'ensemble des pays développés (quoique de façon différenciée). Ainsi, dans le cas de la France, la période des « Trente Glorieuses » (selon l'expression de Fourastié¹) est marquée par une croissance annuelle du PIB de 5% en moyenne. Mais cette période de prospérité prend fin à partir des années 1970 pour céder la place à une longue phase de ralentissement de la croissance, entrecoupée il est vrai d'une brève reprise à la fin des années 1980. Durant les années 1990, les Etats-Unis se caractérisent par une période continue de forte expansion² – avec un taux de croissance annuel du PIB de l'ordre de 4% -, tandis que les pays d'Europe continentale affrontent une sévère récession³ en 1993 avant de connaître à leur tour une croissance marquée entre 1997 et 2000. Après un retour de la croissance entre 2005 et 2008, le monde est [...] entré en récession, avec une croissance mondiale négative en 2009 (- 0,6%), particulièrement marquée dans la zone euro (-4,1%) et en Russie (-7,9%), tandis que les pays émergents et en développement connaissent un ralentissement de leur croissance économique, qui est restée toutefois positive : 9,1% en 2009 pour la Chine, 5,7% pour l'Inde, 2,6% en Afrique subsaharienne.

¹ Jean Fourastié (1907 – 1990) : économiste français.

² L'expansion désigne un phénomène d'accélération conjoncturelle du rythme de croissance de l'économie par rapport au taux moyen de croissance de longue période.

³ La récession désigne un phénomène de ralentissement du rythme de croissance ou de croissance négative pendant au moins six mois. Lorsque la baisse de la production se prolonge, par exemple sur plusieurs années, on assiste à un phénomène de dépression.

DOC 2 : Evolution du PIB en volume en France (1960,2009) :



En vous aidant du document 1, en quoi peut-on dire que la croissance économique est variable et fluctuante ?

Illustrez avec l'exemple de la France.

- *On observe que la croissance économique n'est pas linéaire, continue. Elle fluctue dans le temps, et les économies sont donc marquées par des périodes d'expansion, c'est-à-dire d'accélération du rythme de croissance, et de récession voire de dépression, c'est-à-dire des périodes de ralentissement de la croissance voire de croissance négative (diminution de la production).*
- On peut observer ces fluctuations économiques dans le cas de la France, dans les deux documents :
- Le doc. 1 nous indique que la France est marquée par une forte croissance économique pendant les 30 Glorieuses,
- puis par une période ralentissement de la croissance à partir des années 70 (chocs pétroliers), puis période d'expansion entre 1997 et 2000, et de récession suite à la crise mondiale.

Le doc. 2 nous permet de visualiser graphiquement ces périodes.

- Le doc. 2 nous permet de visualiser graphiquement ces périodes.
- **Déf. Fluctuations économiques** : ensemble des mouvements de baisse et de hausse de l'activité économique, c'est-à-dire des variations du taux de croissance économique.
- Si à moyen terme, l'économie est caractérisée par une tendance de croissance, à court terme, certaines fluctuations sont qualifiées de « cycliques » et peuvent s'articuler à des fluctuations plus longues.

Répondre aux questions du livre.

DOC 2 :

1. CALCULER. Calculez le coefficient multiplicateur du PIB entre 1960 et 1972, puis entre 1972 et 2002. Que constate-t-on ?

2. CONSTATER. Quelle est la caractéristique commune à 1975, 1993 et 2009 ?

3. RECAPITULER. Repérez les principales périodes caractérisant l'évolution du PIB en distinguant long terme et court terme.

DÉFINITIONS

Ralentissement de la croissance et diminution du PIB

La diminution du taux de croissance du PIB signifie que la croissance ralentit, mais le PIB continue de croître. Alors que le PIB diminue, son taux de variation devient négatif.

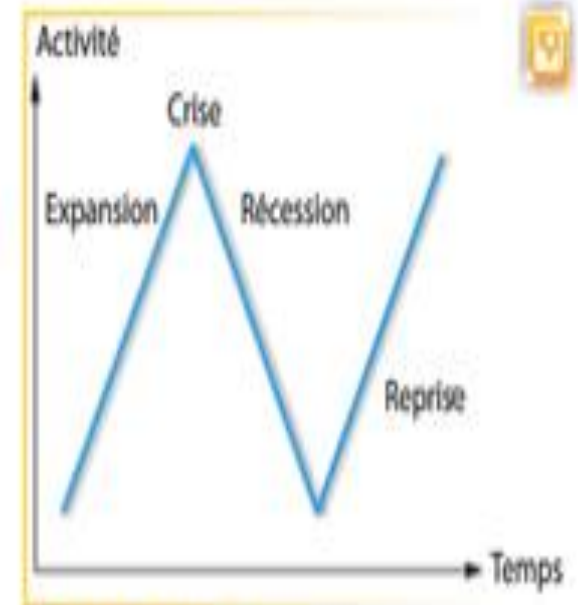
- **R1)** $1960-1972 : 200 / 100 = 2$. $1972-2002 : 400 / 200 = 2$
- Entre 1960 et 1972, le PIB en volume a été multiplié par 2 ; entre 1972 et 2002, le PIB a été multiplié par 2. Ainsi, le PIB connaît le même accroissement au cours de ces deux périodes ; il faut remarquer cependant que la première période représente 12 années et la seconde 20 années : la croissance est donc presque 2 fois plus faible dans cette seconde période que dans la première.
- **R2)** En 1975, 1993 et 2009, le PIB en volume diminue par rapport à l'année précédente. = récession. Depuis 1960 (et même depuis 1945), ce sont les trois seules années où ce phénomène se produit.
- **R3)** Entre 1960 et 2008, le PIB a été multiplié par 4,5, mais cette croissance de long terme est composée de périodes différentes :
- – Entre 1960 et 1973 : croissance forte, le PIB augmente de 6 % par an environ, avec de faibles variations conjoncturelles, et sans crises.
- – En revanche, depuis 1973, la croissance alterne des phases de ralentissement (voire de récession à trois reprises : 1973, 1993, 2009) et de reprise (par exemple : 1998-1989, 1997-2000) mais la tendance globale est plutôt une croissance « molle » (environ 2 %).
- _ La croissance économique est donc cyclique

2° .. Peuvent prendre un caractère périodique et régulier...DOC 3 : Qu'est-ce qu'un cycle ?

Qu'est-ce qu'un cycle ?

La « définition » du cycle économique la plus citée dans la littérature économique a été proposée par Burns et Mitchell en 1946 : « Les cycles économiques désignent un type de fluctuations qui affectent l'activité générale des pays dans lesquels la production est essentiellement le fait d'entreprises privées. Un cycle est constitué d'expansions qui se produisent à peu près au même moment dans de nombreuses branches de l'activité, expansions qui sont suivies par des phases de récessions, des contractions et des reprises, qui affectent elles aussi l'ensemble des activités économiques, les reprises débouchant sur la phase d'expansion du cycle suivant. Cette suite de phases n'est pas périodique (au sens strict du terme) mais seulement récurrente ; la durée des cycles d'affaires varie entre plus d'un an et dix ou douze ans... ».

Économie et statistique n° 359-360, 2002.



- 1. EXPLIQUER.** Expliquez la phrase soulignée.
- 2. RÉCAPITULER.** Retrouvez dans le document 2 les phases du cycle présentées par le graphique (ci-dessus).

Réponses :

DOC 3 : : Qu'est-ce qu'un cycle ?

- Répondre aux questions du livre.
- 1) Les phases d'expansion puis de récession reviennent sans cesse, mais pas de façon strictement régulière dans le temps ni d'une durée semblable à chaque fois, au contraire d'une fonction « périodique ».
- 2) Par exemple : expansion en 1986-1989, crise en 1990, récession en 1991-1993, expansion en 1994-2000.
- **Déf. Crise économique** : moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à l'expansion pour déboucher sur une récession. Elle désigne donc le point de retournement à la baisse de l'activité économique.
- **NB** : cela est la définition au sens strict. Au sens large, la crise désigne l'ensemble de la période au cours de laquelle l'activité est déprimée. Cf. aujourd'hui on parle de la crise économique initiée en 2008-2009, on utilise donc le terme
- « crise » au sens large. La crise dans son sens large se termine alors grâce à la reprise ; en effet, pour désigner le moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à la récession ou la dépression pour déboucher sur une phase d'expansion, on parle de **reprise**.

Synthèse :

- *La croissance économique a donc un caractère **cyclique**. En effet, l'activité économique se caractérise par des mouvements de baisse et de hausse au cours du temps ; on parle alors de **fluctuations économiques**. Ces mouvements sont plus ou moins prononcés. Les phases d'un cycle sont les suivantes : une phase d'**expansion**, qui désigne un phénomène d'accélération conjoncturelle du rythme de croissance économique ; la **crise**, qui désigne le moment de retournement de situation qui met fin à l'**expansion** et débouche sur une **récession**, voire une **dépression** ; cette phase de **récession** (ou **dépression**) prend fin avec la **reprise** qui débouche sur une nouvelle phase d'**expansion**.*

B° Croissance potentielle

1° Qu'est-ce que la croissance potentielle :

DOC 4 : Qu'est-ce que la croissance potentielle

DOC 4 : Qu'est-ce que la croissance potentielle ?

Dans une perspective de court/moyen terme, la croissance économique dépend essentiellement des facteurs de demande que sont, par exemple, l'environnement international pour la demande étrangère, la politique budgétaire pour la demande publique, les dispositifs de répartition des richesses et les évolutions salariales pour la consommation des ménages ou la demande des entreprises. Mais dans une perspective structurelle dite parfois aussi de « long terme », les facteurs d'offre que sont la main d'œuvre disponible et la productivité de cette main d'œuvre, liée à l'intensité capitaliste et au progrès technique, apparaissent déterminants.

Si l'on considère l'évolution de ces facteurs d'offre, il en découle, par « addition », la croissance maximale que l'économie peut atteindre sans tension sur les capacités de production. Toute la croissance supérieure engendrerait une accélération de l'inflation. C'est cette croissance maximale qu'on nomme « croissance potentielle ».

A court terme, la croissance effective oscille autour de la croissance potentielle à la faveur des cycles économiques. Sous cet angle, cette dernière représente, en quelque sorte, la croissance effective corrigée des effets de cycle. La croissance potentielle devient tangible à horizon de moyen/long terme : théoriquement, la croissance effective tend alors, en moyenne, à la rejoindre.

L'économie française et les finances publiques à l'horizon 2030, un exercice de prospective, Rapport d'information n°355 (2009-2010) de Joël Bourdin, Sénat, 25 février 2010.

Réponses :

- **R1. Mesurer la croissance potentielle permet de mesurer la croissance de long terme et donc déterminera le taux de croissance résultant des capacités réelles de l'économie** (quantité de travail et de capital disponible, Progrès technique) indépendamment des variations conjoncturelles de l'activité.

- R2.** A court terme, la croissance est déterminée par la demande : celle des ménages (consommation elle-même dépendante du revenu), celle des entreprises françaises (consommation intermédiaire et investissement) et étrangère (exportation), et celle des administrations publiques. Cela représente des débouchés pour les entreprises qui doivent alors ajuster leur niveau de production pour satisfaire les agents économiques. A long terme, la croissance est déterminée par les facteurs d'offre : population en âge de travailler, productivité du travail, stock de capital et Progrès technique.

DOC 4 bis :

Stage JECO 2008 : Peut-on dépasser la croissance potentielle ?



http://www.dailymotion.com/video/x7y13y_peut-on-depasser-la-croissance-pote_news

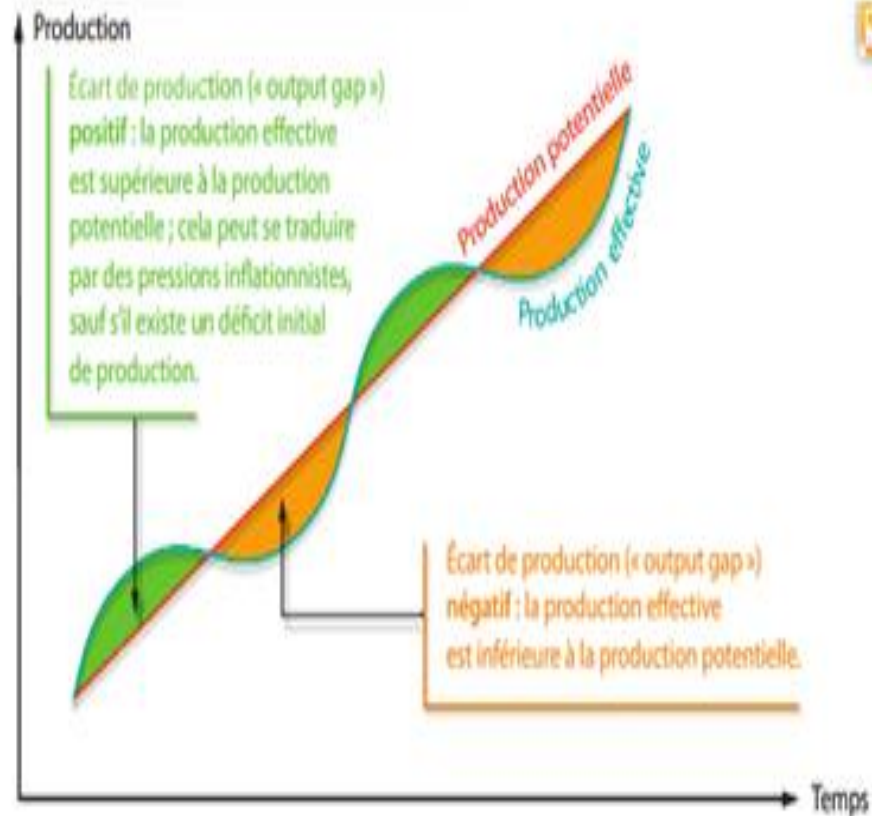
- 1° Donnez une définition de la croissance potentielle.
- 2° Qu'est-ce qui détermine la croissance potentielle ?



□ Voila l'adresse : clic!!!!

□ http://www.dailymotion.com/video/x7y13y_peut-on-depasser-la-croissance-pote_news

DOC 5 : croissance potentielle et cycle économique



1. EXPLIQUER. Pourquoi un écart de production positif peut-il se traduire par des pressions inflationnistes ?

2. CONSTATER. À quelle condition un écart de production peut-il être durablement positif sans générer d'inflation ?

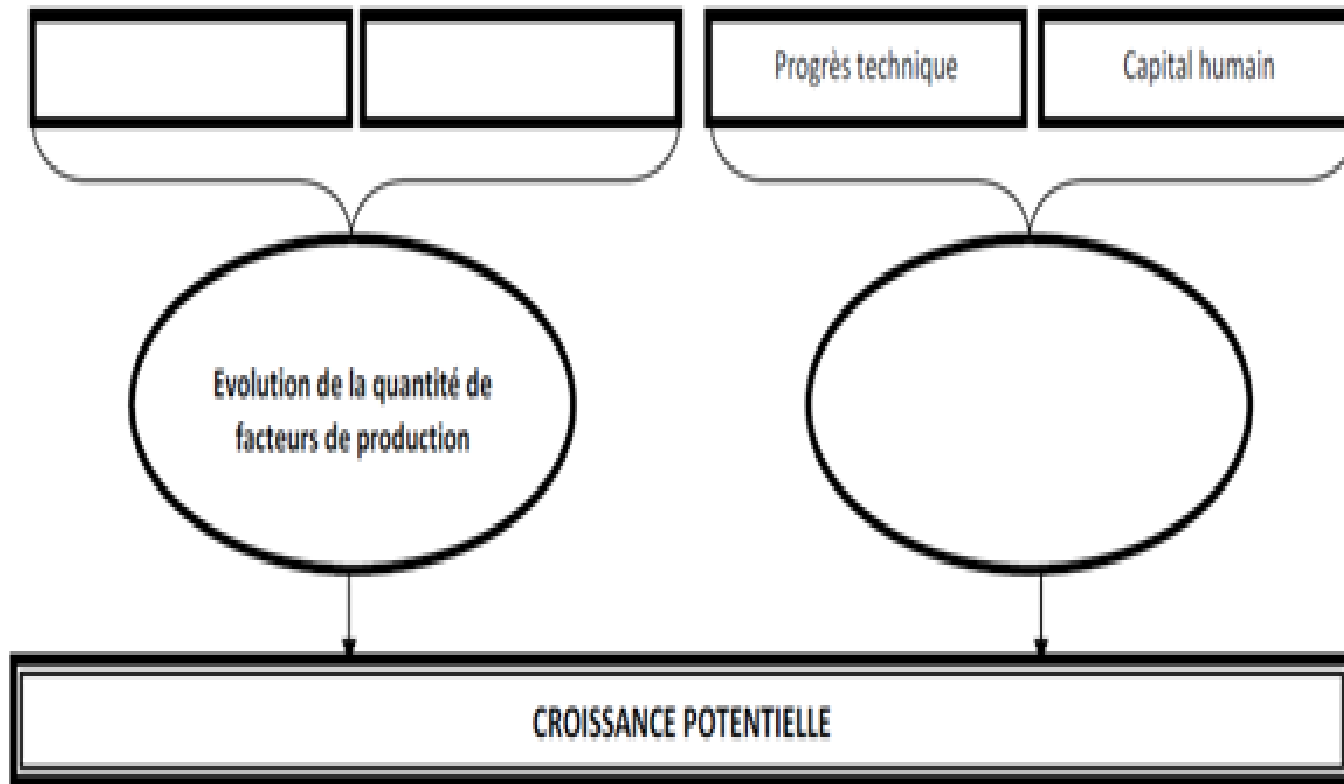
3. CONSTATER. Repérez les phases du cycle pendant lesquelles la croissance effective est inférieure à la croissance potentielle, et celles durant lesquelles elle est supérieure. Nommez ces phases.

Réponses :

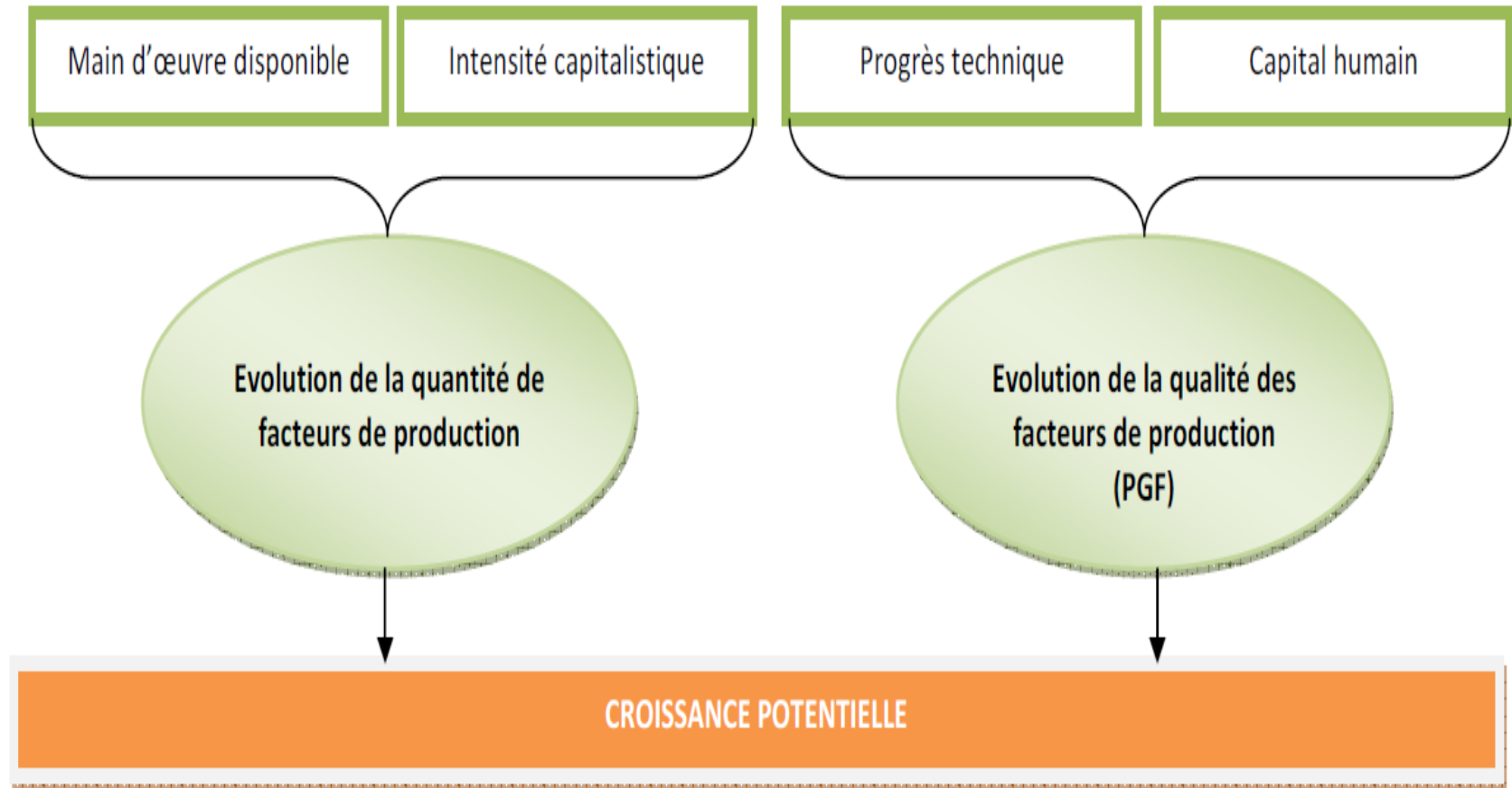
- **1.** Si la production effectivement réalisée est supérieure à la production potentielle, cela signifie que les entreprises ont dû acheter des matières premières en quantité plus importante (pression sur la demande) et qu'il a fallu rémunérer les salariés en heures supplémentaires ou embaucher plus de salariés, ce qui à court terme se traduit par une augmentation de l'inflation (hausse cumulative des prix) et par une augmentation de la demande (de matières premières, de biens de consommation...).
- 2.** Un écart de production peut être positif à court ou moyen terme sans générer d'inflation, si au départ il y a un déficit de production, ce qui signifie que toutes les capacités de production ne sont pas utilisées : la croissance effective ne fait alors que « rattraper » le niveau potentiel de l'activité.
- 3.** Les phases où la croissance effective est supérieure à la croissance potentielle correspondent à une période d'expansion (sur le graphique, il s'agit des phases de

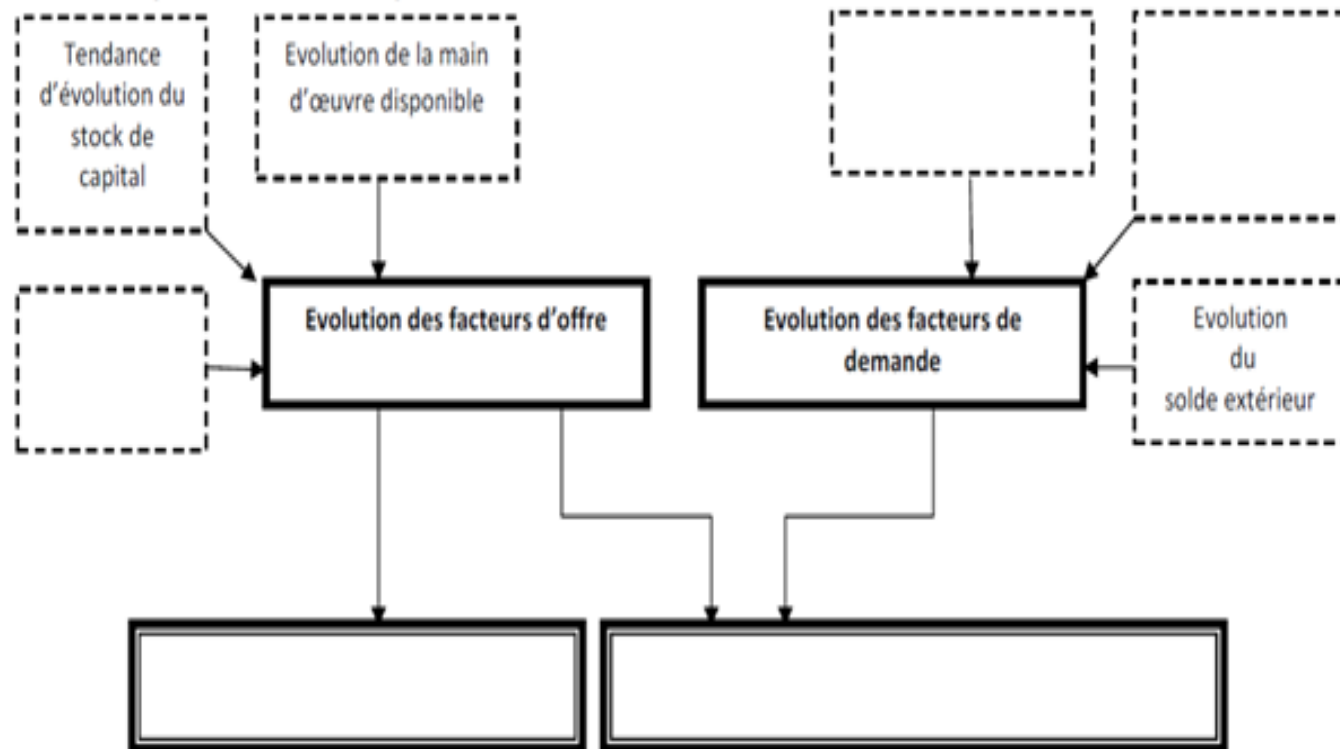
2° Qu'est-ce qui détermine la croissance potentielle ?

Complétez le schéma suivant :

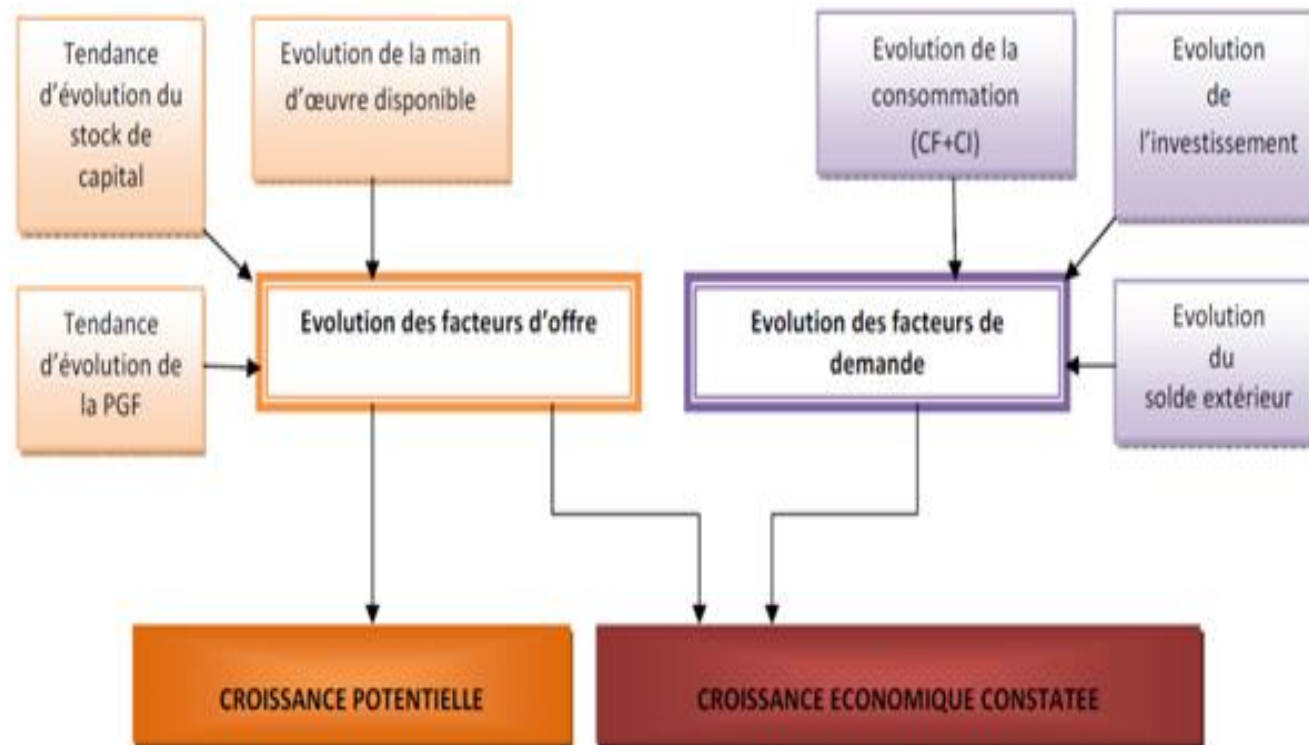


Correction à l'aide du doc...

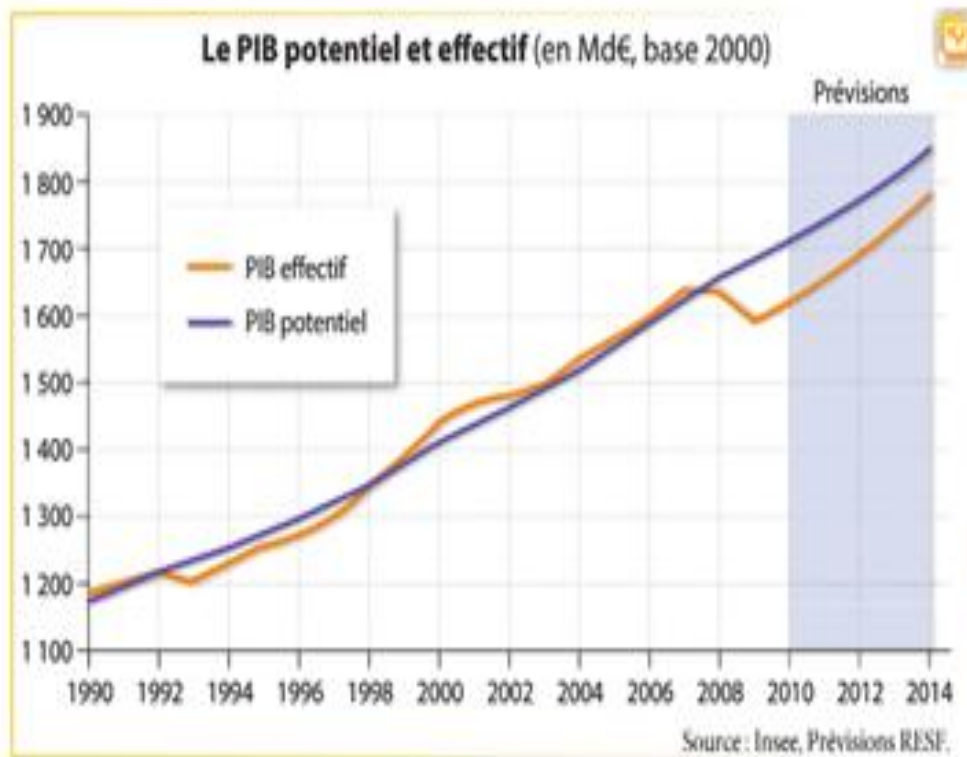




Correction :



DOC 6 : L'impact de la crise sur la croissance potentielle



- 1. CONSTATER.** Repérez les phases durant lesquelles l'écart de production est positif et celles durant lesquelles il est négatif.
- 2. CONSTATER.** Quel a été l'effet de la crise de 2007-2008 ?
- 3. EXPLIQUER.** À quelle condition le PIB effectif pourrait-il retrouver le niveau du PIB potentiel ?

Réponses !

- **R1.** 1992-1998 : écart de production négatif ; 1998-2002 : écart de production positif ; 2002-2007 : pas d'écart ; 2008-2014 (prévision) : écart négatif.
- **R2.** La crise de 2008 se traduit par une baisse de l'activité de production et donc par un écart de production négatif : la production effective devient inférieure à la croissance potentielle, car toutes les capacités de production ne sont pas utilisées, faute de débouchés suffisants.
- **R3.** Le PIB effectif pourrait retrouver le niveau du PIB potentiel, si la croissance effective devenait supérieure à la croissance potentielle. On peut ici attirer l'attention sur la différence entre PIB potentiel et croissance potentielle.

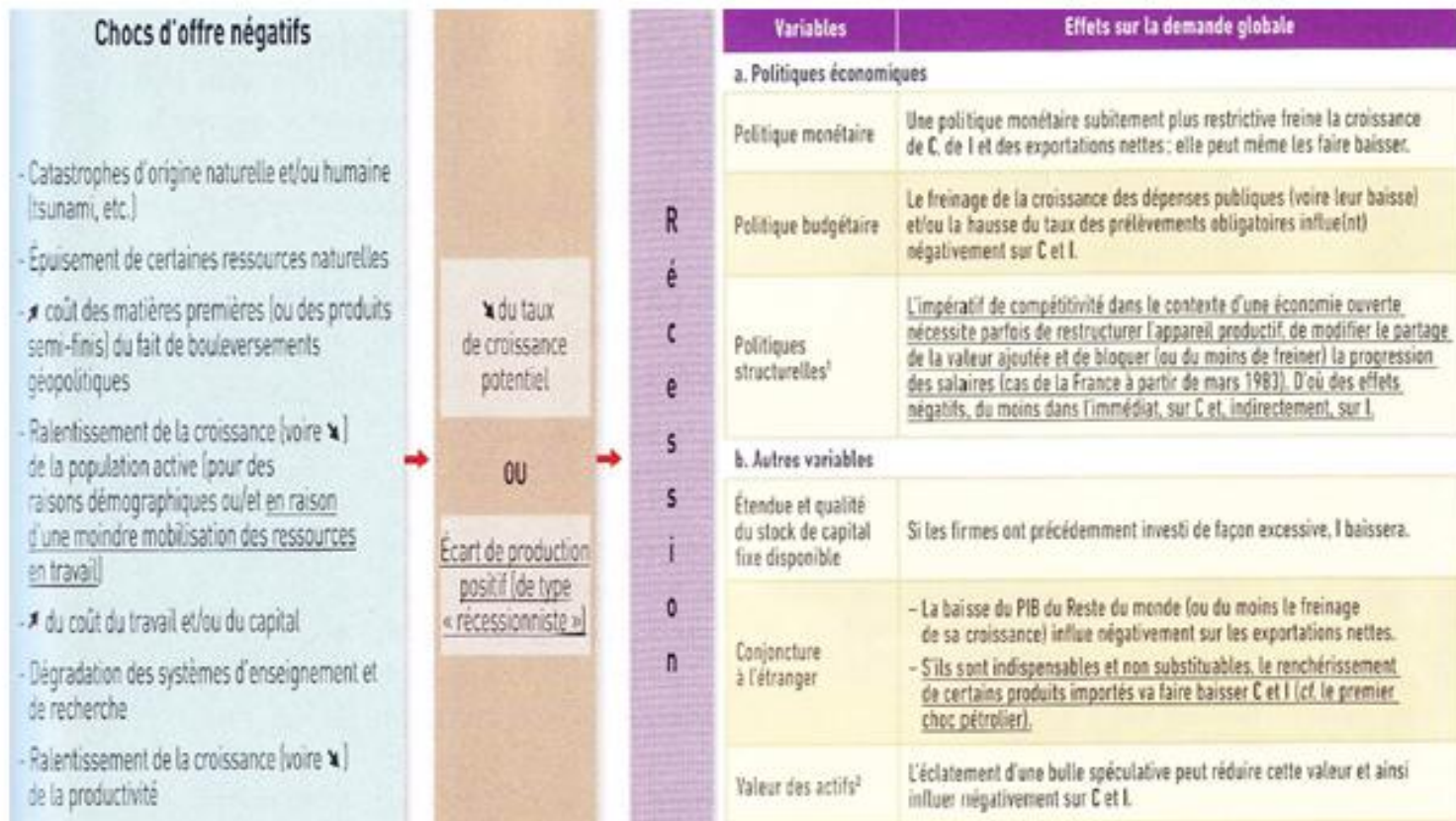
1° Comment expliquer les fluctuations économiques ?

A° des chocs d'offre et de demande :

DOC 7 : Des chocs exogènes sur l'offre et la demande

- Des chocs tendent en permanence à éloigner la production effective de la production potentielle, induisant des fluctuations économiques. On appelle choc d'offre toute perturbation exogène (positive ou négative) qui affecte le lien entre capacité de production et prix, par exemple un choc sur le prix des *inputs* (ex. : choc pétrolier) qui affecte le prix de vente à quantité donnée, ou un choc sur la fonction de production (ex. : choc de productivité) qui affecte la quantité produite à prix donné [...]. [Un] choc d'offre [est donc] un événement qui déplace la courbe d'offre globale à court terme, telle une variation du prix des produits de base, des salaires nominaux ou de la productivité. Un choc d'offre négatif augmente les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la gauche de la courbe d'offre. En revanche, un choc positif réduit les coûts de production et augmente la quantité offerte pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la droite de la courbe d'offre globale à court terme. Les Etats-Unis ont connu un choc d'offre positif entre 1995 et 2000, au moment où la généralisation de l'usage d'Internet et d'autres technologies de l'information entraîna une forte croissance de la productivité. [...].
- [...] de même, on appelle choc de demande toute perturbation exogène (positive ou négative) du lien entre demande et
- prix. [...] [C'est] un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc de demande positif – l'énorme augmentation des dépenses de l'Etat au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses. [...]

DOC 7 : Des chocs exogènes sur l'offre et la demande suite



Réponses :

- **1) Rappelez ce que l'on entend par demande globale (vue en 1ère).**

La demande globale est constituée de la consommation (conso finale et CI) et de l'investissement.

- **2) Qu'entend-on par choc d'offre ? Et choc de demande ? Illustrez par des exemples.**

- **Déf. Choc d'offre** : événement exogène (positif ou négatif) qui a une incidence sur l'offre (à la hausse ou à la baisse) à un niveau de prix donné.

- Ex. choc d'offre positif : une innovation qui vient améliorer le capital productif accroît sa productivité et donc réduit les coûts de production. Cela engendre un déplacement de la courbe d'offre vers la droite : à chaque niveau de prix donné, les offreurs sont prêts à céder plus de quantités qu'avant le choc.

- Ex. choc d'offre négatif : l'augmentation du prix des matières premières entraîne une hausse des coûts de production et donc un déplacement de la courbe d'offre vers la gauche : à chaque niveau de prix, les offreurs cèdent des quantités moindres qu'avant le choc.

- **Déf. Choc de demande** : événement exogène (positif ou négatif) qui a une incidence sur la demande (à la hausse ou à la baisse) à un niveau de prix donné.

- Ex. choc de demande positif : une baisse des taux i engendre un accroissement de la D (investissement, C° finale) et donc un déplacement de la courbe de demande vers la droite : à chaque niveau de prix donné, la demande est plus forte qu'avant le choc.

- Ex. choc de demande négatif : la diminution des prestations sociales versées par l'Etat réduit globalement le pouvoir d'achat des ménages et contracte donc la demande dont la courbe se déplace alors vers la gauche : à chaque niveau de prix donné, la demande est inférieure à ce qu'elle était avant le choc.

Suite

- **3) A quel choc l'ouverture de la Chine au commerce international correspond-elle ?**
- L'ouverture de la Chine au commerce international correspond à la fois à un choc négatif sur l'offre (perte de part de marché d'où production en baisse. Pour chaque niveau de prix, la qté offerte sera donc inférieure), et un choc positif sur la demande (accroissement de la demande globale avec les X^o d'où hausse de la demande à chaque niveau de prix).
- **4) En quoi les chocs d'offre et de demande expliquent-ils les fluctuations économiques ?**
- Les chocs d'offre et de demande affectent l'offre et la demande à la hausse ou à la baisse et donc les prix des biens, services, travail et capitaux. Ces chocs suscitent des réactions et ajustements des agents économiques et créent donc des fluctuations économiques : par ex, la hausse du prix du pétrole génère une hausse des coûts de production (choc d'offre) de nombreux produits et donc une baisse de la production s'accompagnant d'une hausse des prix ; en même temps, elle génère une baisse de la demande des produits incorporant du pétrole. De fait, cela génère un ralentissement de l'activité économique

B° Le cycle du crédit :

1° le rôle des banques

DOC 8 : Le rôle des banques, le cycle du crédit

a. Le cycle du crédit :

La santé d'une économie et celle de ses banques sont étroitement liées. Une relation qui fonctionne dans les deux sens : quand l'économie se porte bien, les banques font des affaires ; quand les banques vont bien, les ménages et les entreprises obtiennent facilement les crédits dont ils ont besoin. [...] La rentabilité des banques profite des périodes de forte croissance. Lorsque les ménages consomment, les firmes font des profits, les investisseurs veulent acheter leurs actions et les cours boursiers ont tendance à monter. Ceux des banques également, portés par la confiance générale et par le fait qu'elles ont des clients en bonne santé. La proportion de prêts douteux (avec une faible probabilité de remboursement) est moindre, ce qui évite aux banques d'avoir à passer des provisions qui viennent manger leur résultat. [...]

La croissance bénéficie alors en retour de la bonne santé des banques. Celles-ci sont prêtes à prendre plus de risques et à financer des nouveaux projets. Ainsi, au cours des années 90, la distribution de crédits bon marché s'est accélérée grâce à la bonne santé de l'économie mondiale [...]. À l'inverse, en période de ralentissement, la rentabilité tend à diminuer avec une montée des défaillances des emprunteurs et le tassement des transactions financières. Les banques deviennent alors plus tatillonnes sur l'octroi de crédits, elles demandent des taux d'intérêt plus élevés pour les prêts qu'elles accordent. Ce qui contribue à entretenir le ralentissement de l'économie. [...] Le principal problème des autorités monétaires est donc de trouver les meilleures solutions pour éviter que les problèmes des banques ne viennent trop amplifier les cycles économiques.

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002

DOC 8 : Le rôle des banques, le cycle du crédit

a. Le cycle du crédit :

La santé d'une économie et celle de ses banques sont étroitement liées. Une relation qui fonctionne dans les deux sens : quand l'économie se porte bien, les banques font des affaires ; quand les banques vont bien, les ménages et les entreprises obtiennent facilement les crédits dont ils ont besoin. [...] La rentabilité des banques profite des périodes de forte croissance. Lorsque les ménages consomment, les firmes font des profits, les investisseurs veulent acheter leurs actions et les cours boursiers ont tendance à monter. Ceux des banques également, portés par la confiance générale et par le fait qu'elles ont des clients en bonne santé. La proportion de prêts douteux (avec une faible probabilité de remboursement) est moindre, ce qui évite aux banques d'avoir à passer des provisions qui viennent manger leur résultat. [...]

La croissance bénéficie alors en retour de la bonne santé des banques. Celles-ci sont prêtes à prendre plus de risques et à financer des nouveaux projets. Ainsi, au cours des années 90, la distribution de crédits bon marché s'est accélérée grâce à la bonne santé de l'économie mondiale [...]. À l'inverse, en période de ralentissement, la rentabilité tend à diminuer avec une montée des défaillances des emprunteurs et le tassement des transactions financières. Les banques deviennent alors plus tatillonnes sur l'octroi de crédits, elles demandent des taux d'intérêt plus élevés pour les prêts qu'elles accordent. Ce qui contribue à entretenir le ralentissement de l'économie. [...] Le principal problème des autorités monétaires est donc de trouver les meilleures solutions pour éviter que les problèmes des banques ne viennent trop amplifier les cycles économiques.

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, n° 206, septembre 2002

- 1° Quelles relation peut-on établir entre la croissance di PIB et celle des crédits accordés pas les banques ?
- 2° En quoi les conditions de crédits sont –elles un élément déterminant des fluctuations économiques ?

Réponses :

- **R1.** Quand le PIB augmente, les crédits accordés par les banques augmentent également, car les conditions de rentabilité sont plus fortes et parce qu'elles sont prêtes à prendre plus de risques, leurs clients étant plus solvables en période d'expansion.
- **R2.** Les conditions d'octroi du crédit sont un élément déterminant des fluctuations économiques ; d'une part, les crédits alimentent la demande des ménages et des entreprises lors de phases d'expansion ; d'autre part, ils permettent de financer l'investissement, qui diffuse le Progrès technique et soutient de ce fait la productivité. À l'inverse, quand la croissance ralentit, les banques rationnent l'offre de crédit, qui est alors réservée aux entreprises les plus rentables ; cela contribue ainsi à éliminer certaines entreprises du marché, à accroître le chômage et à alimenter la récession.

C. Des mécanismes cumulatifs source de déflation et de dépression

1° De la crise financière à la crise économique de 2008

Doc 10: de la crise financière à la crise économique

Entre juin 2007 et le début de 2009, les banques ont perdu près de 700 milliards de dollars et les principaux indices boursiers ont chuté de 40 à 60 %. La succession spectaculaire des faillites de grands établissements bancaires a pu donner l'impression que la crise n'affectait que le monde de la finance, et qu'elle ne concernait pas le quotidien des gens ordinaires. Il n'en est rien : la transmission de la crise à l'économie réelle a reposé sur deux mécanismes complémentaires. Le premier canal de transmission de la crise est la contraction de l'offre de crédit [...]. Le second canal réside dans la dépréciation des actifs, mobiliers et immobiliers. La baisse des prix de l'immobilier et la chute des cours boursiers dévalorisent

les patrimoines des ménages. Ils voient donc leur richesse réelle baisser et peuvent avoir tendance à épargner davantage afin de reconstituer la valeur initiale de leur patrimoine.

Dans la plupart des pays industrialisés, [la récession se déclenche] surtout à la suite de la faillite de Lehman Brothers¹. [...] Au total, sur l'année 2009, le PIB en volume a reculé de 4 % dans la zone euro (2,2 % en France), de 2,4 % aux États-Unis et de 5,2 % au Japon.

1. En septembre 2008, la faillite de cette banque d'affaires américaine est considérée comme étant l'origine de la crise financière.

Nicolas Couderc et Olivia Montel-Dumont, « Les politiques économiques à l'épreuve de la crise », *Cahiers français*, n° 359, novembre-décembre 2010.

1. CONSTATER. Proposez un schéma présentant les enchaînements qui conduisent de la crise financière en 2007 à la forte hausse du chômage en 2009.

2. ILLUSTRER. Donner un exemple illustrant la phrase soulignée.

3. EXPLIQUER. Comment les revenus des ménages sont-ils affectés par la crise ?

4. EXPLIQUER. Pourquoi la crise va-t-elle toucher l'ensemble des économies ?



Q1) Complétez un schéma proposant les enchaînements qui conduisent de la crise financières de 2007 à la forte hausse du chômage en 2009

- 1) Faillites bancaires, chute des indices boursiers → difficultés deet chute des revenus du patrimoine →baisse des (Entreprises) et hausse de l'..... pour compenser la dévalorisation du patrimoine →
- baisse de la consommation et baisse des investissements→ de la production → du chômage.
- 1) Faillites bancaires, chute des indices boursiers → difficultés de financement et chute des revenus du patrimoine →baisse des investissements (entreprises) et hausse de l'épargne pour compenser la dévalorisation du patrimoine →
- Baisse de la consommation et baisse des investissements→ baisse de la production → hausse du chômage.

Réponses !

- R2 : Les banques accordent moins de crédits aux ménages (notamment crédits immobiliers) et aux entreprises (pour l'investissement) en étant plus attentives au risque de crédit (risque d'insolvabilité) ; elles augmentent leur t_x , ce qui freine l'activité économique. En effet, la contraction de l'offre de crédit signifie une restriction des financements. De plus, des AE à besoins de financement ne pourront obtenir les crédits nécessaires à leur activité, d'où un ralentissement voire une diminution de l'activité productive.
- R3 : Comment les revenus des ménages sont affectés par la crise ?
- Les revenus des ménages diminuent avec la crise : ceux du patrimoine diminuent du fait de la crise financière (moindre rentabilité des titres boursiers...), ceux du travail aussi du fait de la hausse du chômage (baisse des revenus du travail versés) et de la plus faible progression des salaires pour baisser les coûts de production. [En outre, la valeur du patrimoine des ménages se dégrade avec la chute de la valeur des actifs (titres immobiliers...)]

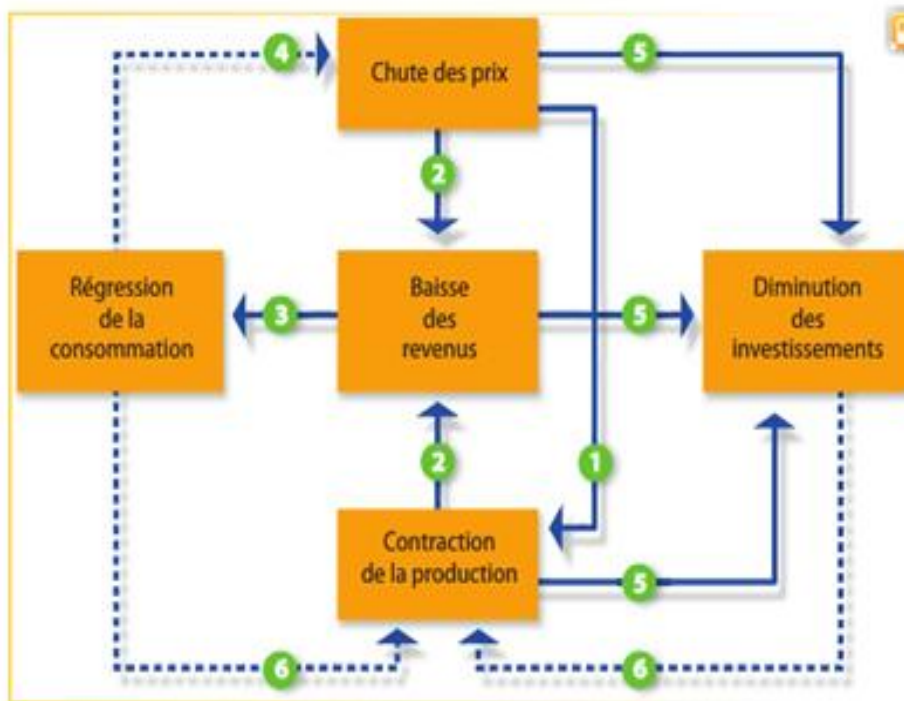
Réponses ...

- R4 : Pourquoi la crise va-t-elle touchée l'ensemble des économies ?
- La crise touche l'ensemble de l'économie du fait de la globalisation financière, qui facilite la transmission de la crise dans les différents pays (+ de la mondialisation qui facilite la transmission de la crise aux différents pays : la récession dans un pays a des conséquences sur ses partenaires commerciaux.)

C° : Des mécanismes cumulatifs source de déflation et de dépression

2° De la crise à la dépression un enchaînement cumulatif

DOC 10 : De la crise à la dépression un enchaînement cumulatif



- 1 La chute des prix contracte la production
- 2 La chute des prix et de la production diminue les revenus.
- 3 La diminution des revenus déprime la consommation.
- 4 Le recul de la consommation pèse sur les prix et relance le processus dépressif.
- 5 La baisse des prix, de la production et des revenus provoque celle des investissements :
 - La baisse des prix dégrade les anticipations de rentabilité.
 - La baisse de la production a des répercussions amplifiées sur l'investissement (accélérateur).
 - La baisse des profits affecte le financement des projets.
- 6 Par effet de rétroaction, la baisse de la consommation et des investissements pèse négativement sur la production (multiplicateur).

1. EXPLIQUER. Justifiez les deux flèches 2 et 5.

2. EXPLIQUER. Pourquoi la baisse de la consommation entraîne-t-elle une baisse des prix ?

3. ILLUSTRER. Donnez des exemples de mesures susceptibles de freiner ces enchaînements.

Pierre Robert, *Croissance et crises*,
Cap Prépa, Pearson, 2010.

Réponses :

1) Flèche 2 :

- La baisse des prix des produits entraîne une baisse de la valeur ajoutée des entreprises ; cela a pour conséquence :
- - une diminution des profits, ce qui affecte les revenus des apporteurs de capitaux ;
- - une diminution de la masse salariale (moins d'heures supplémentaires et/ou moins de primes versées, licenciements), ce qui affecte les revenus du travail.

Flèche 5 :

- L'investissement est financé soit avec les profits de l'entreprise (autofinancement) soit en recourant à des agents à capacité de financement (crédits ou titres). La réduction des profits incitent les entreprises à moins ou pas investir ; le contexte de chute des prix les décourage à s'endetter (ou émettre des titres) pour investir. Faute d'épargne suffisante et faute de débouchés, les entreprises vont moins investir.

Pourquoi la baisse de la consommation entraîne la baisse des prix ?

- **2)** La baisse de la consommation traduit une baisse des débouchés pour les entreprises : la baisse des prix va permettre de résister à cette concurrence, de maintenir les ventes et d'écouler les stocks.

Donnez des exemples susceptibles de baisser cet enchaînement

- **3)** Baisse de la TVA sur les produits ; hausse des revenus sociaux (allocations chômage, allocation de rentrée scolaire pour les familles...) ; hausse du Smic ; hausse des dépenses publiques d'investissement

II. Les politiques économiques de lutte contre la stabilité et la croissance

A° : Les politiques conjoncturelles

DOC 10 : Les politiques conjoncturelles

DOC 10 : Les politiques conjoncturelles

DOC 10 : Les politiques conjoncturelles

- C'est principalement par le biais de la politique budgétaire et de la politique monétaire que l'Etat peut influencer la [...] demande globale. [...]
- - Les gouvernements réagissent souvent à une récession en augmentant les dépenses [ou/et] en diminuant les impôts [...]. L'impact des dépenses publiques en biens et en services finaux sur la [...] demande globale est direct, parce que les dépenses de l'Etat sont elles-mêmes une composante de la demande globale. [...] **En revanche, des modifications des taux d'imposition et des revenus de transfert influencent l'économie indirectement [...].**
- - Dans les économies modernes, la quantité de monnaie en circulation est largement déterminée par les décisions [de la] banque centrale. [Lorsqu'elle] augmente la quantité de monnaie en circulation [...], [cela entraîne] une hausse de l'investissement et [...] une hausse de la consommation [finale] [et donc] de la demande globale.

P. Krugman et R. Wells, Macroéconomie, De Boeck, 2009.

Questions :

1) Rappelez ce que l'on entend par politique budgétaire et par politique monétaire.

- **Déf. Politique conjoncturelle** : action de l'Etat visant à agir à court terme sur la situation économique en fonction des déséquilibres existants.
- **Politique monétaire** : c'est l'un des instruments de la politique économique. Elle regroupe l'ensemble des actions visant à agir sur la situation économique (croissance, emploi, niveau général des prix, solde extérieur) par l'intermédiaire de la quantité de monnaie en circulation et/ou du taux d'intérêt directeur. [On dit souvent qu'une politique monétaire expansive **stimule l'activité économique** car elle favorise l'octroi de **crédits** (taux d'intérêt peu élevés), et donc par là même la **consommation et l'investissement**. Or, si l'investissement et la consommation augmentent, cela génère une hausse de la production, et donc de l'emploi. Mais cela peut aussi générer une augmentation du niveau général des prix (**inflation**) car la demande excède l'offre, et l'offre ne peut pas répondre immédiatement à cette demande.]
- **Politique budgétaire** : Elle regroupe l'ensemble des actions visant à agir sur la situation économique (croissance,
- emploi, niveau général des prix, solde extérieur) par l'intermédiaire de du budget de l'Etat.

2) Expliquez le passage souligné.

- Le revenu disponible des ménages s'obtient en additionnant tous leurs revenus (leurs revenus primaires et leurs prestations sociales en espèces) et en soustrayant de ce total leurs cotisations sociales et leurs impôts directs ; c'est donc la somme dont ils disposent pour leur consommation finale et leur épargne. Une baisse des taux d'imposition couplée à une hausse des revenus de transfert va donc en **accroître le revenu disponible des ménages**. Les ménages pourront ainsi **augmenter leurs dépenses de consommation finale**. D'où des effets indirects positifs pour la croissance économique et l'emploi de l'économie considérée. Cela a un impact si les bénéficiaires de ces gains sont des ménages à bas revenus (puisque ce sont eux qui ont les propensions moyenne et marginale à consommer les plus élevées) et si cette demande additionnelle se porte sur les produits nationaux et non sur les importations.

3) Comment une banque centrale s'y prend-elle pour augmenter la quantité de monnaie en circulation ?

En baissant ses taux d'intérêt directeurs et en achetant plus de titres aux banques de second rang sur le marché monétaire, ce qui permet aux établissements bancaires de baisser leur taux i et d'octroyer davantage de crédits ; ainsi, elles créent davantage de monnaie scripturale.

DOC 11 : Les contraintes induites par l'Union économique et monétaire et la mondialisation

Union économique et monétaire (UEM) : résultat du processus amorcé par le traité de Maastricht (1992) : désormais, dix-sept États membres de l'Union européenne ont l'euro pour monnaie unique.

Création de l'Union économique et monétaire (UEM) au sein de l'UE

Les déficits et la dette publics ne doivent pas dépasser respectivement 3% et 60% du PIB.¹

La Banque centrale européenne (BCE) doit minimiser les tensions inflationnistes au sein de l'UEM.

Un gouvernement ne peut plus manipuler le taux de change de sa monnaie.

- Difficulté pour gérer des chocs de demande par des politiques conjoncturelles nationales.
- Incapacité pour l'UE (dont le budget est réduit) et la DCE (dont la mission n'est pas de soutenir la croissance) de s'y substituer.

L'impact des chocs de demande peut être durable

Faible efficacité (voire perversité) des politiques de relance keynésiennes.²

L'interdépendance entre les nations crée une forte contrainte extérieure (surtout pour les moins compétitives).

Mondialisation

¹ L'Etat français s'est ainsi engagé à ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013 et à 2% en 2014.

² On appelle politiques de relance keynésienne des politiques visant à susciter de la croissance économique en stimulant la demande (politiques monétaire et budgétaire expansives).

Questions / Réponses

- 1° : Quelles contraintes l'Union économique et monétaire entraîne-t-elle pour les politiques de relance ?
- 2° : Expliquez le passage souligné
- 3° : Que peut-on conclure de ce schéma ?

- 1) Quelles contraintes l'Union économique et monétaire entraîne-t-elle pour les politiques de relance ?
- *Deux des outils traditionnels des politiques de relance sont inutilisables pour chacun des États membres de l'UEM*
- *: la politique de change (puisque un gouvernement ne peut plus manipuler le taux de change de sa monnaie dans l'espoir d'accroître les parts de marché de ses entreprises tant sur les marchés extérieurs que sur le marché*
- *Domestique) et la politique monétaire (puisque c'est désormais la BCE qui en décide pour l'ensemble de l'UEM sachant que son objectif prioritaire est de limiter la hausse du niveau général des prix dans la zone – Cf. Cours 1ère et*
- *différences avec FED). Les chefs d'État ou de gouvernement peuvent bien sûr encore utiliser la **politique budgétaire** mais ils doivent respecter les critères de convergence budgétaires* qui ont été initialement inscrits dans le traité de Maastricht de 1992 puis pérennisés dans le Pacte de stabilité et de croissance de 1997, étant entendu de surcroît que la signature, en mars 2012, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire va
- *considérablement renforcer, à terme, la discipline budgétaire au sein de l'UEM. Et ce n'est pas dans le cadre du budget de l'UE en tant que telle que des politiques budgétaires destinées à relancer la croissance économique et à faire baisser le taux de chômage pourront être menées à bien (sa taille est en effet beaucoup plus faible que celle du budget de l'État fédéral états-unien).*

□ **2) Expliquez le passage souligné.**

- Une politique de relance peut être efficace en économie fermée. Mais dans le cadre d'une économie ouverte, qui échange donc avec le reste du monde, une telle politique peut avoir un effet contre productif. En effet, en accroissant
- le pouvoir d'achat des ménages (politique budgétaire) et en rendant le crédit peu cher, le gouvernement accroît la demande globale. Cependant, dans un contexte d'économie ouverte, cette politique va être confrontée à la contrainte
- extérieure : la demande peut se porter sur les produits étrangers, ce qui aura pour effet d'exporter la relance, d'autant qu'une stimulation de la demande génère des tensions inflationnistes (surplus de demande _ hausse des prix), ce qui incitera les agents éco à acheter étranger. En outre, ces tensions inflationnistes dégradent la compétitivité-prix du pays concerné qui devrait donc voir ses X^o diminuer. Des effets très négatifs s'ensuivront : déficit des échanges extérieurs, ralentissement de la croissance économique, hausse du taux de chômage, etc. C'est ce qui s'est passé en France dans la première moitié des années 1980

DOC 12: De la nécessité de politiques coordonnées pour sortir de la crise

Si la crise économique en cours est mondiale par ses causes et ses ramifications, les ripostes ont été décidées et menées au niveau national. On ne s'est guère intéressé aux externalités ni aux retombées planétaires de ces décisions non coordonnées. Relever le défi de la crise, c'est concevoir le cadre et la feuille de route d'une réaction mondiale coordonnée, qui tienne compte des contraintes différentes auxquelles chaque pays est confronté [...]. La coordination est essentielle au succès des diverses initiatives des Etats face à la crise, car l'impact de la politique de chacun dépendra des mesures prises par les autres. Les gouvernements nationaux doivent comprendre qu'ils seront plus efficaces pour protéger leurs citoyens s'ils coordonnent leurs efforts au niveau international. La non-coordination des politiques risque d'aggraver les déséquilibres mondiaux [...] [et] donc de compromettre le retour à une croissance forte et durable. [...] Pour opposer à la crise une riposte mondiale « équilibrée », il faut [...] coordonner les plans de relance nationaux [...].

J.- E. Stiglitz, *Le Rapport Stiglitz, Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international après la crise mondiale*, Babel, 2010.

1° Expliquez le passage souligné

- **3) Que peut-on conclure de ce schéma ?**
- Les contraintes induites par l'UEM et par la mondialisation rendent donc la gestion des fluctuations économiques parfois difficiles. Un document à lire à la maison pour conclure ce point en illustrant les difficultés que rencontrent les Etats pour mener des politiques nationales dans un contexte de mondialisation, voire l'inefficacité de ces politiques si elles ne sont pas concertées. Ce document est issu du rapport Stiglitz dont l'objet est d'identifier les causes de la crise de 2007-2009 et les réformes à envisager pour en sortir et éviter des crises similaires à l'avenir.

□

□

DOC 13 : Les politiques structurelles

La politique structurelle est une action de l'Etat visant à agir à long terme sur les caractéristiques fondamentales de l'économie.

[...] la politique conjoncturelle chercherait à maintenir ou à rétablir ce que l'on nomme parfois les « grands équilibres » (les quatre objectifs du « carré magique »¹) et cela grâce aux politiques de régulation de la demande (encouragement ou freinage de la demande). La politique structurelle chercherait davantage à améliorer les structures et les bases de l'économie. On cite, parmi les principales politiques structurelles, la politique de la recherche, la politique des transports, la politique industrielle, [la politique d'aménagement du territoire] ou la politique agricole.

D'après **A. Beitone et al.**, *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2001 ;

Et **J.- Y. Capul et O. Garnier**, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2011.

1° : Qu'est-ce qui distingue une politique structurelle d'une politique conjoncturelle ?

2° : En quoi les politiques structurelles ont-elles un impact sur la croissance potentielle future ?

Question :

1) Expliquez le passage souligné.

Les auteurs expliquent que les politiques menées dans un contexte national sont insuffisantes pour sortir du contexte actuel de récession ; ces politiques se heurtent à certaines contraintes lorsqu'elles sont menées par un seul pays (Doc. 11) auquel cas elles ne permettent pas d'atteindre les résultats escomptés (relance budgétaire > contrainte extérieure > alourdissement déficit sans effet), ses partenaires commerciaux profitant davantage de la politique menée que le pays concerné (externalités positives pour eux) ; en outre, un certain nombre de pays cherchent à l'inverse à mettre en place des mesures de protectionnisme caché, ce qui génère à l'inverse des externalités négatives pour les partenaires commerciaux. > Seule une politique coordonnée entre les pays peut permettre de susciter des résultats positifs pour tous et de générer des externalités positives collectives.

DOC 13 : Les politiques structurelles

La politique structurelle est une action de l'Etat visant à agir à long terme sur les caractéristiques fondamentales de l'économie.

[...] la politique conjoncturelle chercherait à maintenir ou à rétablir ce que l'on nomme parfois les « grands équilibres » (les quatre objectifs du « carré magique »¹⁾ et cela grâce aux politiques de régulation de la demande (encouragement ou freinage de la demande). La politique structurelle chercherait davantage à améliorer les structures et les bases de l'économie. On cite, parmi les principales politiques structurelles, la politique de la recherche, la politique des transports, la politique industrielle, [la politique d'aménagement du territoire] ou la politique agricole.

D'après A. Beitone et al., *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2001 ;

Et J.- Y. Capul et O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2011.

- 1) Qu'est-ce qui distingue une politique structurelle d'une politique conjoncturelle ?
- 2) En quoi les politiques structurelles ont-elles un impact sur la croissance potentielle future ?

1) Qu'est-ce qui distingue une politique structurelle d'une politique conjoncturelle ?

- Une politique conjoncturelle agit à court terme sur la situation économique (emploi, inflation, croissance, solde extérieur), mais sans modifier la façon dont la société considérée est structurée, alors qu'une politique structurelle,
- dont l'horizon temporel est plus long, procède à ce type de modification (politique industrielle, politique technologique, politique éducative, politique d'aménagement du territoire, politique des revenus, etc.). Elle impulse donc des changements dont les effets sont à plus long terme.

2) En quoi les politiques structurelles ont-elles un impact sur la croissance potentielle future ?

- Les politiques structurelles définissent des objectifs de moyen ou long terme. Elles consistent en la mise en œuvre d'actions qui modifient les structures économiques : compétitivité industrielle, état de la recherche source d'innovation et de compétitivité, qualité de l'éducation, etc. Elles agissent donc sur des déterminants fondamentaux de la croissance potentielle comme le niveau et la qualité de l'éducation, les *performances en matière de recherche*, la compétitivité de l'industrie, etc, autant d'éléments qui contribuent à créer la croissance de demain (ou pas en l'absence de politique cohérente), en améliorant la productivité des facteurs de production. En agissant sur l'avenir d'éléments source de croissance, ces politiques ont donc un impact sur le potentiel de croissance d'une économie. Si les politiques conjoncturelles peuvent permettre d'agir à court terme sur la demande source d'éventuelle croissance, les politiques structurelles peuvent avoir un impact plus fort et durable puisqu'elles sont en mesure de développer des structures de long terme source de croissance.